

PRESENTATION "LES CHEMINS DE LA TRANSITION" - 13 juillet 2018

par Nicole Picquart

C'est en 2015, avec l'effervescence qui s'est créée autour de la préparation de la COP 21 et les nombreux débats montrant l'urgence à intervenir face aux dérèglements climatiques et au réchauffement de la planète, que le Collectif des associations citoyennes a monté un groupe de travail autour de l'Ecologie. Il fallait contribuer à la sensibilisation du plus grand nombre aux enjeux qui étaient posés et montrer que chacun était capable de faire quelque chose à son niveau tout en ayant une vision globale des actions menées.

Cette activité a pris pour base un travail réalisé antérieurement à partir de 2011, avec un groupe de bénévoles, sur les échanges de pratiques et d'expériences porteuses d'alternatives à la logique dominante, dont le but était de mettre en avant le rôle des associations dans la société par des exemples concrets dans tous les domaines d'activité. Le résultat a été la production du répertoire de "L'écologie au quotidien", avec un programme de 3 ans permettant l'élaboration de répertoires locaux et leur diffusion, avec la recherche de financements auprès des collectivités.

Il nous semblait de plus en plus important de montrer le sens donné aux actions menées par les associations, leur façon de faire autrement pour construire une autre société. Il était également indispensable d'élargir leur champ de vision car bien souvent les associations agissent chacune dans un secteur d'activité, sans avoir de lien avec les autres, et de créer de la transversalité autour des processus de transition. Du fait de sa composition, avec des associations très diverses, le Collectif était bien sûr en mesure de mener cette action et de permettre à chacune d'avoir une compréhension commune des termes utilisés comme écologie, transition, alternatives, changer le système, etc.

C'est ce que nous avons voulu faire avec le 1er séminaire sur "Les chemins de la transition" qui s'est tenu à Paris le 19 mars 2016. Nous posions alors la nécessité de mener une réflexion de fond sur les enjeux écologiques, de comprendre la nature du système dans lequel on est et d'envisager des formes d'actions et de luttes devant impérativement arriver à s'articuler entre elles malgré l'existence de différentes approches.

Ce séminaire s'est intéressé à approfondir 3 points en particulier :

- Quelles alternatives ? Alternatives à quoi, vers quoi et comment ?
- Quelle transition écologique, sociale et culturelle ?
- Quelles transformations des raisons d'agir, des relations humaines et du bien vivre ?

Parler d'alternatives ou de transition peut signifier plusieurs prismes d'entrée : remettre en cause l'économie capitaliste ou ultralibérale, intervenir sur les changements climatiques, la gestion des déchets, défendre la solidarité, développer la nature en ville ou avoir une meilleure alimentation. Mais la transition ne veut pas dire grand chose en soi si on ne définit pas ce que l'on veut changer. Tous ces aspects contre lesquels on lutte, aussi variés qu'ils soient, sont le produit de la crise d'un système qui s'exprime de façon globale et demande des réponses globales. Pour faire face à ces questions il est donc indispensable de décroiser les luttes et de travailler à leur convergence.

Le système capitaliste, ou ultralibéral tel qu'il se développe aujourd'hui, est basé sur la propriété privée et la défense d'intérêts particuliers. Son développement économique se fait à partir de la loi du profit et de la concurrence où dominant le marché et la finance, menant aux conflits et aux guerres. Cela crée d'immenses inégalités, de la violence, des injustices, de la misère. Cela influe sur le climat, l'état de nos sols, l'air qu'on respire, sur l'eau qui est source de vie.

Notre objectif à nous, associations citoyennes, est à l'opposé de cette logique, nous défendons l'intérêt général, les droits humains, la solidarité, des formes de démocratie qui permettent l'intervention de tous, et nous voulons pouvoir vivre dans un monde sûr où chacun pourra s'épanouir.

Ce système est incapable de prendre en compte ces questions et de trouver des réponses pour arrêter les crises qu'il provoque, réduire les injustices qui se font de plus en plus insoutenables aujourd'hui. Ce qu'on appelle la "crise des migrants" est en fait la crise de ce système qui génère par ses guerres, qu'elles soient militaires ou économiques, les déplacements de population et l'afflux de réfugiés dont il ne sait que faire.

Il est donc nécessaire de trouver des bases communes aux changements que nous voulons apporter, à ce fameux processus de transition qui passe par une réorientation des processus de production, de consommation, de travail, de partage. Il faut abandonner les logiques de croissance et d'accumulation, l'exploitation à outrance des ressources naturelles, revenir à la défense des droits fondamentaux, à une culture de paix, au développement de nouvelles formes de participation citoyenne. Il s'agit donc de repenser autrement les processus politiques, économiques, sociaux, culturels et de s'organiser pour construire une société nouvelle.

Tous les aspects de la société sont liés :

- On ne peut pas résoudre les questions écologiques sans éradiquer les inégalités, sans remettre en cause ce système dont les actions mènent à des conséquences sociales extrêmement graves, où une minorité de gens s'approprie en toute légalité une grande part des richesses créées en exploitant les ressources naturelles et le travail humain.

Il a été dénoncé récemment par certains médias que les mines creusées pour extraire les matières premières (charbon, minerais, phosphates, uranium, etc.) sont d'une violence redoutable. Elles contribuent à la pollution des sols et des eaux, à la destruction irréversible d'écosystèmes, soumettent les travailleurs à des environnements toxiques et des conditions de travail très dangereuses qui mettent en jeu leur propre vie et conduisent au déplacement de populations.

- On ne peut pas résoudre les questions du réchauffement climatique sans aborder les questions des guerres et des opérations militaires, sans mener une réflexion sur les conséquences de la course aux armements et au déploiement d'armes nucléaires de plus en plus sophistiquées. Celles-ci détruisent toute vie sur leur passage en une fraction de seconde, engendrent l'extinction de la biodiversité, des pollutions en tous genres qui ont un impact très fort sur la vie et tout ce qui est vivant, et qui conduisent au retour de maladies qu'on pensait avoir éradiquées depuis longtemps.

Dans un contexte où les pays membres de l'OTAN doivent augmenter leur budget militaire à 2% de leur produit intérieur brut - et il semble que la France ait déjà dépassé ce taux pour son budget de la défense - alors que les populations doivent subir de plein fouet des mesures d'austérité et à terme la perte de tous leurs acquis sociaux, la question de l'utilisation qui est faite de l'argent que nous versons à l'Etat doit être réellement posée et discutée.

A ce jour le traité pour la prohibition des armes nucléaires n'a été ratifié que par 59 pays sur 220, et les associations de terrain en lutte pour un monde en paix, pour la sortie de l'OTAN ou pour la dénucléarisation, s'interrogent sur la nécessité de lier leurs actions à celles des mouvements sociaux de chaque pays, ce qui signifie un progrès important de la réflexion.

- On ne peut pas continuer à extraire indéfiniment le charbon ou le pétrole, les minerais et matériaux nécessaires à nos appareils soi-disant intelligents, en faisant fi de la vie des gens et de celles des enfants, alors qu'il faudrait mettre l'intelligence collective au service des énergies renouvelables, de la préservation de notre planète, et organiser les moyens pour un partage juste et équitable des richesses.

- On ne peut pas continuer à subir la destruction des services publics, que ce soit dans les quartiers populaires ou en milieu rural, voir se dégrader les conditions d'éducation, de santé, de protection sociale, accepter les attaques répétées faites au secteur associatif, autant de choses essentielles qui contribuent à l'amélioration de nos conditions de vie...

Nos richesses naturelles ne sont pas illimitées. De plus en plus de gens s'en rendent compte aujourd'hui en subissant les effets des dérèglements climatiques et les catastrophes naturelles causées par les inconséquences des actions menées par ce système. L'Etat ne joue plus son rôle de garant de l'intérêt général qui est supplanté aujourd'hui par le pouvoir économique et les intérêts des grandes entreprises privées. Il y a donc urgence à s'opposer à toute action qui ne va pas dans le sens d'un développement humain intégrant les dimensions écologiques, économiques, sociales, culturelles, démocratiques. Il faut pour cela modifier nos formes de pensée qui ont été formatées par ce même système, déconstruire pour reconstruire de nouvelles façons de raisonner et d'agir, non plus en fonction du pouvoir et de l'argent mais en fonction du bien commun.

Cette conception du bien commun et du mouvement des communs qui se développe aujourd'hui, fait aussi partie de la réflexion nécessaire à mener. Cela pose la question de l'appropriation privée de certains biens par le système capitaliste qui devraient être communs à tous, comme l'eau ou l'air, et qui voient l'émergence de mouvements de protestations et de luttes importants au niveau mondial. Cela remet en cause le concept même de la propriété privée et des besoins que nous avons et que nous devons partager pour avoir une meilleure alimentation, une meilleure santé et longévité de vie, et qui demandent de nouvelles formes de démocratie mettant au centre l'intervention citoyenne.

Les actions porteuses d'alternatives sont partout, menées par de nombreuses associations autour de la solidarité, de la lutte contre les discriminations, de l'épanouissement par le sport, la culture, l'éducation populaire. Elles sont la base d'une autre logique de société et mettent au centre les personnes en tant qu'actrices de leur avenir.

Mais elles ne sont pas uniquement le fait du secteur associatif. Elles sont aussi mises en avant par certaines collectivités locales, en France comme dans le monde, qui cherchent d'autres façons d'agir, à travers plusieurs réseaux comme celui des Villes ou des territoires en transition, et qui rendent possible un travail en commun sur ces questions.

C'est dans cette optique que le Collectif a développé le guide de "L'écologie au quotidien", répertoriant à peu près 300 actions au niveau national et qu'un site internet interactif dédié a été construit. Avec leurs propres forces ou très peu de moyens publics ces actions contribuent à la lutte contre les dérèglements climatiques et pour une transition portant sur l'environnement, le lien social, des formes partagées de démocratie. Ce travail a été suivi par la réalisation de plusieurs guides locaux, en partenariat avec les collectivités locales, qui sont des boîtes à idées montrant une capacité d'innovation infinie.

Ce sont des outils de sensibilisation et de vulgarisation qui ont permis d'approfondir la réflexion collective avec d'autres grands réseaux, et qui peuvent être déclinées sur nombre de sujets autour du progrès social et du développement humain : la recombinaison de pratiques dans l'urbanisme, la création artistique, la solidarité, les actions porteuses de relations humaines et de fraternité, ou de relations harmonieuses avec la nature, d'autres rapports au travail, à la culture...

Après avoir pris connaissance des guides de "L'écologie au quotidien" réalisés par le CAC Jean Gadrey a écrit qu'ils avaient deux originalités : *"lier l'économie des petits gestes, celles des actions des petits collectifs et celles des mobilisations plus vastes, lier l'écologie et le social. Et c'est une mine, comme quoi certaines exploitations minières sont excellentes pour la planète"*.

Les perspectives de travail sur les transitions peuvent être infinies. C'est pourquoi nous avons monté un nouveau groupe Ecologie et Transitions depuis avril 2018, qui a défini 3 volets d'intervention :

1) L'analyse des processus de transition, écologique, économique, sociale, politique, culturelle, en partant de l'actualité, de ce qui existe aujourd'hui au niveau des lois, des plans territoriaux, voir l'état de leur mise en place (climat, biodiversité, agriculture et alimentation...)

Nous avons par ailleurs contribué à la concertation publique lancée par Nicolas Hulot sur la biodiversité, un sujet très politique qui englobe toutes ces questions.

C'est suivre également l'actualité de l'Europe qui, en matière de transition énergétique, vient d'adopter entre autres choses un compromis sur le paquet énergie-climat, avec un taux d'énergies renouvelables à 32% (au lieu de 27%) d'ici à 2030.

2) L'illustration des actions portant des formes de transition, à travers l'élaboration d'un recueil montrant la richesse des activités associatives et comment la multiplication des actions individuelles et collectives dans tous les domaines (nature en ville, gestion des déchets, alimentation bio, énergies renouvelables, gestion publique de l'eau, etc.) peut peser sur les décisions à l'échelle des territoires.

3) La sensibilisation auprès des associations membres du Collectif, à partir de leur propre expérience, pour définir dans quelle optique les actions sont menées, comment se transforment les raisons d'agir de chacun et s'élargit la compréhension du faire autrement.

C'est donc essayer de définir ensemble un plan d'actions qui permette de donner espoir aux associations, rompre avec les conditionnements que nous avons tous, relier les initiatives entre elles, les rendre visibles, organiser les révoltes et les colères pour aller vers une convergence des luttes.

Le besoin de liens et de mutualisation des informations et des données autour des moyens mis en œuvre sur ces questions est essentiel : événements, cartographie des initiatives, réalisation et diffusion de documentaires, par exemple. Cela permet un décloisonnement de nos champs d'actions et une plus grande efficacité en termes de luttes à mener en commun dans l'objectif de peser de façon plus efficace dans le débat public.

C'est ce travail que le Collectif cherche à mener, avec d'autres bien sûr, chacun ayant ses spécificités et ses façons de faire. Ceci n'a rien d'évident car chacun doit faire face à ses propres problèmes et difficultés liées aux contextes politiques locaux. Il faut donc trouver de nouveaux modes de fonctionnement à nos propres pratiques, transformer nos raisons d'agir et s'organiser collectivement.

Ceci implique de nombreux sujets de réflexion : les contradictions entre le travail imposé en entreprise et la défense de certaines valeurs, la difficulté à développer et faire partager ses valeurs ou ses convictions aux autres, l'écart existant entre les principes et les pratiques du monde politique, comment vaincre les effets destructeurs du chômage et de la pauvreté qui sont démobilisateurs, comment passer de la prise de conscience à l'action.

Ces prises de conscience sont essentielles et on les voit se développer à travers les luttes très nombreuses qui se font à tous les niveaux. Les petites initiatives sur le terrain doivent être relayées, diffusées, valorisées, elles font partie de ce tout qui peut avoir un poids déterminant sur l'avenir de notre société.

Pour l'avenir, le Collectif des associations citoyennes a plusieurs pistes de travail :

- Un lancement d'un appel à projet est en cours avec l'ADEME et Science-Citoyenne pour une recherche participative sur le thème des transitions sociales, écologiques et solidaires, dont la réponse doit être donnée avant le 10 septembre. Le but est de faire travailler ensemble des associations, des chercheurs, des laboratoires.

- En 2020 un Forum Social Mondial se tiendra à Barcelone sur le thème des économies transformatrices. L'idée est de construire cet événement de grande ampleur avec l'objectif de rassembler les mouvements qui ont à voir avec une autre économie (l'ESS, l'agro-écologie, etc.) pour construire la transition.

C'est aussi en pensant à ces pistes de développement que nous allons essayer de définir dans les ateliers que nous proposons des moyens d'actions concrets à mener, en ayant à l'esprit le sens du mot d'ordre de cette université d'été "Résister et construire". Il signifie intégrer les enjeux posés aujourd'hui à tous les niveaux, se mobiliser pour continuer le travail de sensibilisation et de développement des luttes, mettre en commun les expériences associatives afin qu'elles servent de base pour alimenter le travail futur autour des actions porteuses d'alternatives pour construire une autre société.

Nous vous proposons donc plusieurs ateliers de réflexion au cours de cette matinée. Ils vont vous être présentés rapidement par leurs animateurs :

- la transition écologique et les enjeux de la biodiversité (Maurice Fay et Jacqueline Fihey)
- la transition énergétique (Charlotte Isard du Réseau Action Climat et moi-même)
- la transition culturelle et sociétale (Didier Minot)
- la question des communs (Jean-Claude Boual)
- la contribution de l'intersectionnalité à la transition sociale (le GAS).